ASSEMBLÉE NATIONALE

21 novembre 2022

PROTÉGER ET À GARANTIR LE DROIT FONDAMENTAL À L'INTERRUPTION
VOLONTAIRE DE GROSSESSE ET À LA CONTRACEPTION - (N° 488)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 181

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 2 :

« Art. 66-2. – Nul embryon génétiquement modifié ne peut être implanté dans le corps de la femme. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La modification génétique des embryons pose de grandes questions éthiques comme celles de : la fabrication d'enfants à la carte à partir de critères comme la couleur des yeux ou la force physique ; de la fabrication d'enfants sur d'autres critères -notamment celui de la santé - ou encore de la fabrication d'enfant sur quel que critère que ce soit. Ces possibilités peuvent conduire à anéantir la considération que la société porte à l'enfant, à la personne malade, celle porteuse de handicap, et à développer une médecine eugéniste.